UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE
upr
L'union du peuple pour rétablir la démocratie

L'Union Populaire Républicaine
Bureau de campagne
12, avenue de Wagram
75008 Paris

A l'intention de
Madame Christiane BOUCHART
Présidente de RTES

Le 27 mars 2017,

Madame la Présidente,

Nous avons bien pris connaissance de votre missive et nous vous en remercions.

Vos questions sont d'ailleurs légitimes, mais il convient de vous rappeler que les sujets sur lesquels vous nous interpellez sont des considérations législatives et non pas présidentielles : le seul Président ne peut pas agir sur la loi, il doit également compter sur une majorité à l'Assemblée Nationale pour que de telles lois soient proposées, promulguées, ou même rappelées. L'article 5 de la Constitution prévoit en effet que le rôle du Président de la République est un rôle d'arbitrage, qu'il est le garant de l'indépendance nationale et du respect des traités.

Nos candidats aux élections législatives veilleront à faire avancer dans le débat public ces sujets afin que les français puissent en conscience, désigner les législateurs qui feront en sorte que des propositions comme celles que vous défendez soient débattues.

Ainsi ne pouvant répondre à vos questions dans leur précision, nous voudrions toutefois vous rappeler les grands axes du programme de M. François ASSELINEAU sur ce sujet.

- La sortie de l'UE va apporter plusieurs opportunités pour l'emploi en France par : suppression de la directive des travailleurs détachés (300 à 400 000 emplois concernés), dépréciation du nouveau franc de 10 à 15% qui donnera un gain de compétitivité important, fin du coût d'application des normes européennes sur les entreprises qui a été évalué à environ 30 milliards d'euros. Rappelons que ce sont 6 millions de personnes qui sont touchées par l'inactivité totale ou partielle qui doivent être réintégrées dans le circuit des entreprises. Le pouvoir d'achat de la moitié des mé nages a chuté lourdement ces dix dernières années, ce qui bride la consommation et donc l'activité économique. L'objectif est de résorber des centaines de milliers de chômeurs par an, plusieurs millions sur la mandature. Les résultats obtenus doivent être suivis, analysés, pour ajuster les mesures adoptées.

- Sortie de l'euro et dépréciation du franc de l'ordre de -10% qui rendra les exportations françaises plus compétitives, les importations moins compétitives et qui relancera la croissance. Prévision d'une baisse de l'ordre de 1 à 2 millions de chômeurs Contrairement aux idées reçues de la propagande, il n'y aura pas 10% de baisse du pouvoir d'achat car cela supposerait que tous les produits consommés soient importés. Il y a en réalité qu'environ 30% de produits importés, ce qui signifie que la hausse des prix serait au maximum de 3%. Dans un marché très concurrentiel, la hausse est en réalité encore moindre. On n'a d'ailleurs pas vu les prix augmenter significativement quand l'euro s'est déprécié récemment de 1€=1,30$ à maintenant 1€=1,06$ (-18,5%).

- Mieux orienter l'épargne mobilisable vers les TPE et PME locale et l'artisanat en recherche de capitaux. Favoriser le financement de l'économie réelle par l'émergence de voies autres que celles des banques. Favoriser le « crowdfunding » et le capital-risque pour ne plus dépendre du seul système bancaire Mettre en place une charte de conditionnalité des aides aux entreprises fondée sur des critères sociaux et de maintien/création d'emplois durables sur le territoire. Sanctionner les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements. Augmenter la part des aides allouées à la recherche et à l'innovation. Créer un fond de garantie pour les prêts bancaires aux PME. Développer des systèmes de financement alternatifs. Mieux superviser et aider les chambres de métier.

- Créer des « trésors vivants » de l'artisanat / artisanat d'art.

Nous vous indiquons également que nous instaurerons le référendum d'initiative populaire : sous couvert de la validation de la constitutionnalité de la question posée, si cinq cent mille citoyens déposent leur signature en mairie, cette question sera posée comme référendum à l'ensemble de la population.

Dans le cadre de cette élection présidentielle, nous vous invitions chaleureusement à découvrir notre programme et nos analyses sur notre site internet www.upr.fr

Salutations républicaines,

Jean-Baptiste Baron
Service Courrier de Campagne